

# CHAPEAUX POUR LE PRINTEMPS 1897

⊕ ⊕ Agent de gros au Canada des célèbres fabricants suivants ⊕ ⊕

D'ANGLETERRE :

W. WILKINSON & Cie,

GORDON BENNETT & Cie,

HENRY CARTER,

JOHN WHITE & Cie,

QUALITÉ, GENRE et FINI insurpassables

## ◆ Z. PAQUET ◆

7 Place Victoria,

165-171 Rue St-Joseph,

MONTREAL.

QUEBEC.

— LA —

**"Semaine Commerciale"**  
9 RUE ST-ANTOINE Téléphone 744.

---

ABONNEMENT A

**"LA SEMAINE COMMERCIALE"**

Par année.....\$2.00  
Pour 6 mois..... 1.00

Pas d'abonnement pour moins de 6 mois.  
Les avis de refus d'abonnement,—il en sera de même des avis de changement d'adresse,—ne vaudront que s'ils sont adressés directement au bureau du journal, par écrit ou autrement.  
Tout abonnement est considéré comme renouvelé faute d'avis contraire 15 jours avant l'expiration.

TARIF DES ANNONCES

1ère insertion..... 10c. la ligne  
Insertions subséquentes..... 8c.

MESURE AGATE

Atelier Typographique de  
**"LA SEMAINE COMMERCIALE"**

ATTENTION ET PROMPTITUDE

Caractères neufs et variés  
Presses Modernes. . . .

Impressions en tous genres, Ouvrages de goût, Papeterie de commerce, Formules de loi, Factums, Affiches et Cartes en couleurs,  
*Exécutés aux meilleures conditions*

---

Spécialité:  
Papeterie imprimée pour Beurrieries et Fromageries.

Attention particulière pour commandes par la poste, adressées BOITE 232.  
Téléphone 744.

---

**AUX ABONNÉS**

Prère de consulter le coupon d'adresse sur la première page du journal. La date inscrite en regard de votre nom indique jusqu'où votre abonnement est payé. Evitez-nous, s.v.p., des frais de correspondance inutile, et renouvelez votre abonnement à l'échéance.

BARTHE & THOMPSON.

QUÉBEC, VENDREDI, 18 Septembre 1896

Une grande réunion d'avocats de toutes les provinces du Dominion à Montréal vient de jeter les bases d'une association du barreau canadien.

L'idée est nationale et bonne, et nous en attendons d'heureux fruits pour l'homogénéité des codes et procédures, aujourd'hui véritable confusion des langues. Le commerce y est particulièrement intéressé.

x

Il y a 60 chambres de commerce en Ontario, 7 en Nouvelle-Ecosse, 7 au Nouveau-Brunswick, 1 à l'Ile du Prince-Edouard, 5 au Manitoba, 4 en Colombie Britannique, 5 dans le Territoire du N. O., et seulement 13 dans la Province de Québec.

En Ontario, on trouve que bien des places manquent de chambres de commerce. Si Ontario n'est pas encore l'idéal, il faut conclure que l'esprit de corps, l'idée d'association, fait défaut à notre Province dans une proportion encore plus forte que 13 à 60.



### LA SITUATION JUGÉE PAR UN BANQUIER

A la dernière réunion annuelle de l'Association des banquiers canadiens, le président, M. Thomas Fyshe, caissier de la Banque de la Nouvelle-Ecosse, a prononcé une adresse remarquable à plus d'un titre. Il en a profité pour faire une revue générale des conditions actuelles du commerce, et, si pessimistes que soient ses conclusions, il est bon qu'elles soient connues. Nous allons résumer ce discours aussi brièvement que possible.

M. Fyshe constate d'abord que l'année financière qui vient de s'écouler a causé

de grandes inquiétudes dans le monde des banques, et qu'à l'exception de Manitoba peut-être, elle n'a pas été bonne pour l'agriculture. Le prix des denrées ont été anormalement bas et jamais peut-être les profits n'ont été aussi faibles, les rapports des banques s'en sont sentis et le baromètre des faillites l'a aussi clairement indiqué. Localement, on a pu désigner quelques-unes des causes du mal, comme la faiblesse des récoltes en Ontario, la dépréciation de la propriété à Toronto, la baisse du prix du poisson dans les Provinces Maritimes, mais le président de l'Association des banquiers fait remonter la source de cette situation à une cause plus générale : le dépérissement de l'agriculture qu'il attribue à un régime économique fondamentalement vicieux. De là le peu d'accroissement de la population, l'avilissement des valeurs foncières, pendant que les dettes publiques et les impôts montaient toujours. M. Fyshe cite à ce sujet des chiffres par trop significatifs. De 1880 à 1890, notre dette nationale seule s'est élevée de \$35.25 par tête à \$47.51, tandis que celle des Etats-Unis est tombée dans le même intervalle de \$38.33 à \$14.24 par tête, soit une capitulation aujourd'hui trois fois plus forte que celle de nos voisins. En 1890, toute dettes américaine, dette nationale, dettes d'Etats, de comtés, de municipalités et d'écoles, ne dépassait pas \$32.37 par tête, un tiers de moins que notre dette fédérale seule, sans compter nos dettes provinciales, municipales et scolaires. Voilà, avec l'accroissement proportionnel des dépenses publiques et des impôts, des conditions qui devaient entraver le commerce, et par conséquent les affaires de banques.

Les bas prix, les petits profits, une concurrence acharnée dans toutes les branches du commerce, la facilité du crédit,